

Intervention de Nancy Neamtan / Colloque ARUC Femmes, mai 2001

Je vais commencer avec une phrase que je répète presque à chaque fois que je prononce une conférence et qui la plupart du temps est très sincère - il me fait énormément plaisir d'être ici aujourd'hui. Mais cette fois-ci, c'est encore plus vrai - car ça fait longtemps que j'espérais pouvoir prendre la parole dans un forum comme celui-ci, en tant que femme, en tant que militante et en tant que personne qui n'aime pas escamoter des débats, même les plus difficiles.

Et je dois avouer que le débat sur les femmes et l'économie sociale a été pendant ces dernières années un débat difficile – difficile à mener, difficile à comprendre des fois, et difficile à vivre pour moi personnellement et pour les autres femmes qui ont choisi depuis longtemps à s'afficher et à plonger dans cette aventure de démocratisation économique qui a pris la forme ou la terminologie de l'économie sociale depuis 1996.

Car, sans refaire l'histoire de la Marche des femmes, des infrastructures sociales, de l'économie sociale et du Chantier, je voudrais souligner au départ que le débat sur les femmes et l'économie dans le mouvement communautaire et le mouvement des femmes ne datent pas de 1995. Il y a sûrement des chercheuses qui ont dû analyser les divers courants qui ont traversé les mouvements féministes depuis le début sur les orientations à prendre en ce qui concerne la 'chose' économique.

N'étant pas une chercheuse ni une savante, je vais me concentrer sur mon expérience depuis des années 80 et le débat qui a souvent été présent entre une approche dite 'féministe' et ce qui a été ma pratique et celle de beaucoup d'autres femmes au Québec.

Je vais tenter d'illustrer ces débats à travers quelques exemples, faire part des acquis et des leçons de ces expériences et finir avec quelques pistes de réflexion et d'action pour l'avenir. Mon objectif, que vous pouvez sans doute deviner à l'avance, est de vous convaincre que l'économie sociale, telle qu'elle évolue, telle qu'elle s'enracine au Québec aujourd'hui reflète les valeurs portées par les femmes et par le mouvement des femmes et mérite un engagement de ce mouvement, en continuité avec l'ensemble de son action.

Je vais commencer en évoquant mon expérience personnelle. En 1983, à la sortie d'une autre récession, nous étions plusieurs militantes et militants du mouvement communautaire à Pointe St-Charles qui, ayant constaté la situation désastreuse de la population sur le plan de l'économie et l'emploi, à décider de nous embarquer dans une démarche de développement économique communautaire. Cette démarche a été développée en réaction à deux réalités. D'une part, le boom immobilier de l'époque menaçait cette communauté qui vivait depuis des générations à dix minutes du centre-ville. Le spectre d'une gentrification qui menait inévitablement au déplacement de la population et à la perte d'une vie communautaire très forte était omniprésent. D'autre part, nous étions au début de l'engouement gouvernemental pour des programmes d'employabilité comme solution à tous les maux. Dans ce temps-là on appelait l'initiative « Option Déclat » – et on visait particulièrement les jeunes. La réponse des jeunes à l'époque

était claire –ils voulaient de vrais emplois, une formation qualifiante et non pas de l’occupationnel ou de faux emplois.

Face à ces deux tendances lourdes qui confrontaient la communauté, nous avons fait le choix de devenir pro-actif et de s’aventurer carrément sur le terrain économique mais à partir de nos pratiques dans le milieu communautaire. Notre choix de tenter de proposer une stratégie alternative pour le développement économique de notre quartier n’a pas été sans controverse. Autant les gens d’affaires et les représentants gouvernementaux nous trouvaient complètement ‘flyées’, autant certaines militantes féministes ou du milieu communautaire avaient l’impression que nous allions perdre notre âme ou tout au moins perdre nos valeurs. Les questionnements ne vous surprendront pas – comment pouvait-on accepter les compromis qui s’imposaient quand on aidait le démarrage d’entreprises, comment pouvait-on s’asseoir à la même table que des gens d’affaires, comment pouvait-on dévier les citoyennes et citoyens de la vraie lutte, la lutte politique? Comment faire de l’économie sans perdre nos valeurs?

Ma réflexion face à ces interrogations en 1984 et ma réflexion aujourd’hui face aux questionnements sur la pertinence de l’économie sociale au Québec n’a pas fondamentalement changée. Elle a mûri, bien sûr, avec le temps. Elle est moins imprégnée de naïveté, plus enracinée dans l’expérience terrain, et surtout, elle est partagée par de plus en plus de femmes et d’hommes à travers le Québec et dans d’autres pays à travers la planète. Mais elle reste, pour moi, une question qui relève à la fois de notre vision de l’économie, ce qu’elle est et ce qu’elle devrait être et également d’un positionnement stratégique pour le court, moyen et long terme. En 1984,

quand nous avons décidé que nous nous occuperions nous-mêmes du développement économique du quartier, nous nous sommes donnés comme la mission de faire du développement économique social au bénéfice de la population et sous son plus grand contrôle. Aujourd'hui, nous sommes confrontés aux mêmes enjeux mais cette fois-ci sur une échelle planétaire. Comment assurer un contrôle démocratique sur l'économie? Comment organiser la production de biens et de services, et leur échange, en respectant l'être humain et la planète sur laquelle nous vivons. En d'autres mots, quelle est cette économie que nous voudrions pour le Québec ou pour la planète? Quand on participe à un Sommet des peuples dont le slogan est 'Un autre monde est possible' qu'est-ce qu'aura l'air ce monde et quel est la place de l'économie là-dedans ? .

Chose certaine, il ne suffit pas de dire que nous ne voulons rien savoir de l'économie. Il faut d'arrêter d'avoir peur d'en parler. Nos critiques nous le disent et à certains égards ils ont raison – on ne peut pas parler avec autant de crédibilité d'alternatives à la mondialisation ni d'alternatives à l'économie néo-libérale, si nous ne sommes pas en mesure de critiquer intelligemment et de proposer d'autres choses. Mais pour faire ça sans perdre nos valeurs, il faut commencer au commencement en se réappropriant le véritable sens de ce qu'est l'économie. Car pour trop de monde, aujourd'hui, l'économie veut dire marché boursier, mega-profits, rendements financiers. Il n'est donc pas surprenant que beaucoup de monde, et particulièrement des femmes, ne se retrouvent pas là-dedans. Pourtant, le véritable sens du mot économie aurait beaucoup plus de sens pour des femmes. Car le mot « économie » origine du mot grec et veut dire 'ordre dans la gestion de la maison, ou selon le dictionnaire Le Petit Robert, « l'art

de bien administrer une maison. En fait, l'économie fait référence tout simplement à la façon que les sociétés produisent des biens et des services et les façons qu'on les échange et les utilise. La nature de l'économie a évolué avec le temps, elle s'est complexifiée.

Nos économies sont en fait plurielles- composées à degrés divers d'une économie privée, une économique publique, une économie sociale ou collective et une économie informelle. L'enjeu fondamental d'une démocratie économique est de pouvoir faire des choix éclairés sur le rôle de ces diverses composantes de notre économie. Voilà une des batailles fondamentales du mouvement progressiste dans le contexte du libre échange à mon avis - la préservation de la liberté de faire collectivement ces choix et ainsi de se réapproprier le rôle véritable de l'économie.

Si nous voulons nous redonner à l'économie sa fonction véritable, nous nous devons d'adopter une stratégie large. Bien sûr il faut renforcer la lutte politique pour une autre mondialisation afin de préserver une capacité collective de mettre l'économie au service de l'être humain et non pas le contraire. Mais sur le plan économique, il faut également agir et là on est mesuré de poser la question suivante ; devant quelles options nous retrouvons-nous en tant que femmes portant des valeurs de solidarité, d'équité et de démocratie?

A mon avis, le choix n'est pas très vaste. Certains et certaines ont la solution facile. Je fais référence à ceux et celles que j'appelle des nostalgiques qui rêvent encore d'une économie totalement planifiée et contrôlée par l'état. ou s'ils ne rêvent pas de cela, insiste tellement sur le rôle de l'état sans autre

réflexion sur l'économie que finalement, leur position revient à une volonté inavouée d'une économie étatique planifiée. Est-ce que cette vision de l'économie répond à nos valeurs? Il me semble que non. Car non seulement le bilan des économies centralisées et planifiées n'est pas très reluisant, mais cette vision de l'économie évacue l'importance maintenant reconnue parmi les forces progressistes d'une société civile active et dotée de moyens pour agir. Ça va également à l'encontre de nos valeurs qui placent l'humain, la communauté, la famille dans toutes ses formes au cœur de nos valeurs et au cœur de la société que nous voulons construire ensemble.

Une autre option qui est devant nous est celui de rejeter ce système économique en construisant une économie alternative à côté, une économie pure et non contaminé par l'économie dominante. Cette option a été évoquée nommément en 1984 –85 à Pointe St-Charles. Certaines femmes posaient le débat clairement comme un choix entre une économie féministe et une stratégie de développement économique communautaire. D'ailleurs ce débat n'est pas nouveau – diverses formes de socialisme utopique ont toujours été présentes dans les débats au sein des forces progressistes depuis 200 ans. Mais encore une fois je crois que nos valeurs nous obligent justement de rejeter cette option. Car construire des alternatives à côté a comme conséquence de laisser la vaste majorité des gens prises dans des situations intenable. Je ne crois pas que nos valeurs nous permettent de les abandonner en faveur de quelques petites expériences pures et nobles, accessibles trop souvent à des gens qui ont les moyens financiers et autres de vivre convenablement sur les marges.

Je ne crois pas que c'est ça que nous cherchions. Au contraire, je crois que la volonté de s'occuper de l'économie en portant nos valeurs nous obligent à plonger carrément dans le développement - le développement de l'emploi, le développement des entreprises, le développement territorial et j'en passe. Et voilà (je sais que vous me voyez venir avec mes gros sabots) quelle meilleure façon d'intégrer des valeurs d'équité, de solidarité, de démocratie qu'en s'impliquant activement dans cette partie de notre économie qui a comme base des entreprises collectives dont la structure même reflète ces principes? Car je vous rappelle ici la définition de l'économie sociale tel que nous l'avons défendu et continuons à le faire – à savoir :

« L'économie sociale réfère à cette partie de l'économie qui n'est pas du domaine public ni du domaine privé – cette réalité économique qui est de nature collective, qui prend la forme d'association, d'organisations ou entreprises à but non lucratif, coopératives ou mutuelles. L'économie sociale a comme principes de base une finalité, de servir ses membres ou la collectivité plutôt que de simplement engendrer des profits Elle s'appuie sur des processus de décision démocratique impliquant usagers et usagères, travailleuses et travailleurs et défend la primauté des personnes et du travail sur le capital. »

Pour illustrer mes propos, je voudrais vous raconter rapidement l'exemple de l'implication du mouvement écologique dans le développement de l'économie sociale au Québec. Il y a quelques décennies à peine, la protection de l'environnement n'était pas un enjeu majeur. Le développement de l'entreprise et son droit de produire à tout prix était, encore plus qu'aujourd'hui, la force dominante, peu importe les impacts sur l'environnement. Mais avec les années, la mobilisation des citoyens et

citoyennes et le travail de sensibilisation réalisé par les groupes écologistes ont forcé les pouvoirs publics à commencer à imposer certaines limites. Décontamination, recyclage, récupération sont devenues des pratiques incontournables.

Face à cette nouvelle donne, cette nouvelle réalité créée comme résultat direct de l'action du mouvement environnemental, l'entreprise privée a rapidement flairé de nouveaux potentiels pour faire des affaires. Et graduellement on a commencé à nous parler moins de la protection de l'environnement et plus de l'industrie de l'environnement. En d'autres mots, ce n'était pas trop grave qu'on pollue, qu'on surconsomme – après tout, cela crée de nouveaux marchés, de nouvelles opportunités d'affaires, des potentiels de profits pour l'entreprise privée. Et on a vu le développement d'entreprises importantes tel Intersan, BFI et Waste Management, qui venaient offrir aux pouvoirs publics, aux municipalités de venir décontaminer leurs sols ou de s'occuper de leurs déchets, parfois avec des contrats d'exclusivité de 20 ans. On avait frappé le jackpot – il y avait de l'argent à faire dans les rebus !

Que faire dans un tel contexte ? Pouvait-on continuer à simplement réclamer des politiques de plus en plus sévères pour réduire, par exemple, les volumes de déchets enfouis dans les sites d'enfouissement tout en laissant l'œuvre même de la récupération, le recyclage et la réutilisation à l'industrie privée ?

La réponse des groupes écologiques au Québec était claire. Non seulement allaient-ils continuer à réclamer des politiques de protection de l'environnement mais ils allaient aussi s'imposer comme ceux qui devaient à l'avenir prendre en main l'application de ces politiques en devenant eux-

mêmes les acteurs dans la mise en place d'entreprises vouées à la récupération et recyclage des matières résiduelles.

Ainsi est né au Québec le Réseau des ressourceries, un réseau en pleine expansion. Les ressourceries, qui bénéficient d'un programme d'aide gouvernementale modeste mais essentielle, sont toutes des entreprises coopératives ou à but non lucratif, appartenant donc aux communautés locales dans lesquelles elles sont enracinées et qui ont comme objectif non par le rendement aux actionnaires mais le rendement à la collectivité. Ces entreprises créent des emplois, souvent accessibles pour les exclus. Elles pratiquent diverses formes de gestion participative. Elles contribuent à la dynamisation des milieux. De plus, ces entreprises collectives poursuivent le travail des groupes écologistes par un travail d'éducation et de sensibilisation sur les enjeux environnementaux. Dans l'espace seulement d'à peine un an, une quarantaine de ressourceries ont vu le jour ou ont été consolidé et d'autres projets sont en développement, déjà elles récupèrent et traitent 48,000 tonnes de matières résiduelles et offrent de l'emploi à près de 1000 personnes.

Cette décision prise par les groupes écologiques d'élargir leur action en passant de la sphère politique à la sphère économique tout en maintenant des valeurs de solidarité, d'équité et de respect de l'environnement ne se limite pas au mouvement écologiste comme vous le savez. L'économie sociale ou solidaire se développe dans beaucoup de secteurs, portées toujours par les mouvements sociaux qui aspirent à des façons autres de produire et d'échanger les services. Ainsi : dans le domaine des nouvelles technologies, on voit émerger des initiatives de plus en plus importantes portée par ceux et

celles qui militent pour la démocratisation des nouvelles technologies de l'information. Dans le domaine du tourisme, ce sont les réseaux de loisirs, de camps familiaux jusqu'au Auberges de jeunesse, qui développent des initiatives de tourisme social accessible pour tous et respectueuses de l'environnement physique et humain dans lequel elles évoluent. Dans le domaine agricole, on voit de plus en plus d'initiatives collectives dans la culture biologique, des projets d agriculture soutenue par la communauté et d'autres alternatives à l'agrobusiness. Dans le domaine des services aux personnes, depuis des décennies, il y a des femmes à travers le Québec, issues du mouvement des femmes ou du mouvement communautaire, qui rejettent à la fois la marchandisation des rapports humains et la réponse bureaucratique de machines gouvernementales et choisissent de répondre aux besoins de leurs milieux en créant de nouveaux services collectifs.

Il n'est pas surprenant de voir que l'économie sociale dans des pays du Sud est souvent portée par des femmes aussi. Plusieurs de ces expériences, telles les cuisines collectives et les cercles d'emprunt, ont inspiré des femmes québécoises à répéter ces expériences et les adapter à la réalité d'ici. Les mouvements d'économie sociale et solidaire en France sont aussi portés largement mais non pas exclusivement par les femmes.

Une fois cela dit, il ne s'agit pas de balayer sous le tapis les enjeux, les défis et les complexités de nos pratiques. Les organisatrices de ce colloque posent des questions fort pertinentes : - dans quelle mesure l'économie sociale permet aux femmes d'accéder à un partage plus équitable des ressources? Quelle place les pratiques quotidiennes laissent-elles à l'éthique? Quelles

pistes d'action pour que l'économie sociale soit moins marquée par la division sexuelle du travail?

Je n'ai pas la prétention de pouvoir répondre adéquatement à l'ensemble de ces questions, Je vous invite aussi à mesurer le chemin parcouru et non pas exclusivement le chemin qui reste à faire, en sachant qu'il peut paraître très long et difficile à naviguer. Mais, nous avons aussi déjà plusieurs acquis et je voudrais terminer en soulignant quelques leçons et quelques pistes tirées des acquis de nos expériences terrains.

La première piste est celle de la continuité de l'action entreprise depuis plusieurs années sur le terrain. Car je crois que le développement de l'économie sociale au Québec a déjà permis d'améliorer la situation pour beaucoup de femmes. Elle a déjà des impacts directs pour nos collectivités – en terme de création d'emplois, d'accès à des services et des façons de produire plus démocratiques et plus respectueux de l'environnement, 7000 nouveaux emplois dans les CPE, 4000 emplois en aide domestique en remplacement des milliers de femmes qui faisaient le même ouvrage sur les programmes EXTRA ou au noir, 1000 nouvelles entreprises qui ont émergées dans une multitude de secteurs à partir des collectivités locales – bien sûr, c'est encore modeste, mais ce n'est pas rien. Mais ce développement a un potentiel beaucoup plus important à plus long terme si nous réussissons à abattre les obstacles sur notre chemin. Car cet essor de l'entreprise collective nous permet tranquillement, par notre enracinement et notre engagement, d'occuper de plus en plus le terrain économique et de prendre notre place dans certains créneaux et certains milieux avant que l'entreprise privée ne l'occupe pleinement. Après tout, le contrôle des

marchés – n'est-pas le nerf de la guerre économique ? Pourquoi ne pas utiliser notre avantage concurrentiel – celle d'être enraciné dans nos milieux – pour reprendre un petit peu plus de contrôle sur nos économies locales ? Il n'est pas surprenant de voir l'économie sociale se développer beaucoup dans des secteurs en émergence, tel l'environnement, la culture, les services aux personnes, les communications et les nouvelles technologies – car ce sont les mouvements sociaux à l'origine de l'économie sociale et solidaire qui sont les plus en mesure de déceler ces nouveaux besoins collectifs. Est-ce que nous allons pouvoir maintenir ce contrôle collectif afin d'assurer effectivement, qu'à fur et mesure que les secteurs se développent, on puisse assurer que les ressources générées soit partager équitablement et que les questions éthiques soient prises en compte quotidiennement, non? Voilà un défi de taille.

La deuxième piste essentielle à mon avis est celle de s'imposer comme actrices de l'économie, de ne pas se dissocier par peur de contamination mais au contraire de chercher nous-mêmes à contaminer l'économie traditionnelle. La première recommandation du Chantier de l'économie sociale dans son rapport Osons la Solidarité présenté au Sommet sur l'économie et l'emploi en 1996 exprimait clairement cette volonté :

Il est recommandé de « reconnaître comme une des composantes de la structure socio-économique du Québec le modèle québécois d'économie sociale présenté dans ce rapport et de confirmer, lorsqu'il s'agit de répondre aux grands enjeux du développement socio-économique du Québec, le statut de partenaire à part entière des acteurs de l'économie sociale en assurant qu'ils soient adéquatement représentés dans toutes les

instances partenariales et parties prenantes des démarches de concertation. »

Il s'agit là d'un enjeu de fond – celui de la reconnaissance. Si nous voulons assurer un partage équitable des ressources et introduire l'éthique dans l'économie, il faut s'imposer, questionner à tous les jours et partout. Il faut commencer par comprendre comment marche l'économie présentement, faire éclater des mythes, par exemple, que l'économie sociale n'est pas une vraie économie, car elle reçoit un soutien gouvernemental – comme si l'entreprise privée n'en recevaient pas, que les emplois dans l'économie sociale sont du cheap labour tandis que ceux dans le secteur privé sont tous de grande qualité! Il faut arrêter aussi de penser que jusqu'à l'arrivée de l'économie sociale en 1996, tous les services collectifs étaient entre les mains de l'état; comme si l'entreprise privée, qui reçoit constamment des mandats de l'état – et les organismes communautaires – qui sont dans le domaine des services collectifs depuis toujours – n'existaient pas. Nous vivions dans une économie plurielle en évolution constante. Il est essentiel de bien comprendre ce qui se passe autour de nous et sortir des stéréotypes et de la langue de bois. Nos expériences d'économie sociale, à mon avis, sont des lieux de formation et d'apprentissage qui permettent aux femmes de mieux comprendre et de démystifier le fonctionnement de l'économie et de l'entreprise. De plus, en construisant des alternatives on innove, on démontre concrètement qu'il existe des façons de produire des biens et des services tout en respectant nos valeurs. On est plus en mesure de questionner, dans la pratique, ce qu'on nous présente comme des certitudes – par exemple, le calcul des rendements des entreprises. Pourquoi continue-t-on à mesurer les rendements d'une entreprise sur la base exclusive des

rendements aux actionnaires ? Pourquoi ne pas évaluer le rendement social ? Pourquoi ne pas soustraire de ces bénéfices les impacts négatifs sur l'environnement ? Devenir un acteur de l'économie sociale et solidaire nous permet de nous placer en toute légitimité au cœur des débats de fond sur la façon même de faire du développement. A titre d'exemple, notre expérience avec le RISQ, le Réseau d'investissement social du Québec, seul fonds d'investissement à l'échelle du Québec, à ma connaissance, dirigé par une femme nous a permis d'ouvrir plus largement le débat sur l'utilisation de l'épargne solidaire à travers les Fonds de travailleurs et de proposer d'autres manières de faire.

Finalement, comment assurer que les femmes occupent pleinement leur place et imposent leurs valeurs dans les pratiques quotidiennes de l'économie sociale. Car il ne faut pas être naïve : si nous ne prenons pas les précautions nécessaires, il est fort possible qu'à fur et à mesure que l'économie sociale connaît du succès, que les femmes soient mises à l'écart dans les entreprises et dans le mouvement qui s'enracinent tranquillement au Québec. Et pourtant, les études démontrent ce que nous percevons dans l'action – que les femmes sont omni-présentes en économie sociale, non seulement comme travailleuse mais comme gestionnaire – autant dans les CPE et d'autres services que dans l'environnement, le tourisme, la culture et j'en passe. Mais il faut être vigilant si on veut maintenir cette situation. Comment? Concrètement, je ne crois pas qu'il y a une solution miracle pour ça. Comme dans tous les autres domaines de la société, il s'agit d'une lutte quotidienne, Il faut supporter les femmes à travers le renforcement des réseaux, la formation, la mise en commun des expériences et j'en passe. Il faut aussi, à mon avis, mettre en valeur les femmes qui osent relever le défi

de développer une entreprise collective avec toutes les contradictions et les complexités que cela entraîne. Il faut, et cela d'une manière urgente à mon avis, enlever cette hypothèque qui pèse sur les femmes en économie sociale qui est celui de l'ambiguïté du message du mouvement des femmes à l'égard de l'économie sociale. Est-ce que le mouvement des femmes est acteur de l'économie sociale ou spectateur? Est-ce que le mouvement des femmes va se joindre aux autres acteurs de l'économie sociale pour améliorer les conditions de travail, comme ça a été fait dans les garderies, ou est-ce qu'elle va se concentrer sur des critiques extérieures et nous laisser nous battre avec d'autres? Est-ce que ce mouvement, qui a réussi des choses fantastiques depuis plusieurs décennies, va s'arrêter sur le seuil de la porte pour examiner et critiquer la maison ou est-qu'il va rentrer dedans et nous aider à faire le ménage?

Car si l'économie veut dire 'l'ordre dans la gestion de la maison', il ne faut pas se raconter d'histoires. Si nous voulons mettre de l'ordre dans la gestion de la maison – qui est l'économie du Québec et même de la planète – ça va prendre un des femmes, beaucoup de femmes – après tout, si on laisse ça uniquement au gars, on sait déjà ce que ça donne – le plancher sera encore assez sale, il y aura de la poussière dans les coins et si c'est comme chez moi, la vaisselle ne sera jamais faite!

Je crois sincèrement, en tant que femme impliquée dans le développement de l'économie sociale et au nom de toutes ces femmes, qu'il est temps de passer à une étape, Une étape de fierté et d'affirmation de la place des femmes dans l'économie sociale de la même manière qu'elles doivent prendre pleinement leur place dans tous les aspects de vie en société. Au

plaisir de travailler ensemble pour que l'économie sociale, du point de vue des femmes, ait toute sa place dans une économie plurielle, plus solidaire, plus équitable et plus démocratique.